

LE RAPPORT

Municipales 2026 : quand l'extrême droite est au pouvoir, les habitants sont plus exposés aux risques climatiques

Plongée sous Marine. Les maires Rassemblement national ignorent voire aggravent la menace climatique sur leur territoire, démontre un rapport publié par l'ONG Oxfam, ce mardi. Bétonisation à tout-va, mise au pas des associations... ces décisions locales empêchent l'adaptation face aux inondations et sécheresses à répétition.

17/02/2026 / Par Théo Mouraby

Partager sur

Pour les élections municipales des 15 et 22 mars, le Rassemblement national (RN) voit les choses en grand. Son président, Jordan Bardella, a annoncé mi-janvier que les instances du parti avaient investi 650 candidat·es. Elles et ils n'étaient que 400 lors du dernier scrutin, il y a six ans. Depuis 2020, l'extrême droite (RN ou non) dirige treize communes de plus de 10 000 habitant·es. Parmi elles : Perpignan, Fréjus, Beaucaire ou encore Hénin-Beaumont.

Le 1er décembre dernier, devant la presse, le directeur de campagne des municipales pour le parti à la flamme, Julien Sanchez, a vanté le bilan des maires RN – élue·s en 2014 ou en 2020. «*Dans toutes les villes gagnées, on amélioré nos résultats*», aux dernières élections présidentielle et législatives, a-t-il souligné.



Le président du RN Jordan Bardella et le maire de Fréjus, David Rachline, à Fréjus (Var), en 2022. © Valery Hache/AFP

L'occasion pour lui de remettre une pièce dans la machine à dédiabolisation : «*Cela ouvre les yeux sur ce qu'est réellement le RN. Cela montre que, quand on essaye le RN, on a envie de nous garder aux prochaines élections ; que nous sommes des gens responsables, qui agissent dans l'intérêt général.*»

Pourtant, les élue·s d'opposition, les ONG ou les associations locales qui ont surveillé la gestion municipale du RN ces dernières années disent le contraire. Là où l'extrême droite est au pouvoir, elle coupe les subventions au milieu associatif, affaiblit le secteur public et cible les populations les plus précaires, montre un rapport d'Oxfam publié le 5 février.

Dans un deuxième document sur le climat, publié ce mardi, l'organisation avance que les maires RN ignorent la menace climatique sur leur territoire. Pire, dans certains cas, elles et ils aggravent les risques d'exposition de leurs administré·es à ses conséquences, comme les inondations ou les sécheresses.

De Fréjus à Moissac, la bétonisation va bon train

Les bassins électoraux historiques du Rassemblement national se situent dans le nord et le sud-est de la France. Deux zones particulièrement vulnérables aux inondations. Pourtant, à Fréjus (Var), le maire David Rachline, qui a bétonné une grande partie des sols de la commune depuis son élection en 2014, projette de construire un hôtel de luxe sur la «Base nature», une zone classée en aléa d'inondation «fort».

L'édile veut aussi creuser un parking souterrain de 409 places sur six niveaux... au bord de la mer. Or, l'étude d'impact du projet ne procède pas à une analyse approfondie des risques d'inondations et de submersion marine, que le changement climatique va encore agraver. «*En 2015, il y a eu une inondation d'un parking souterrain à Mandelieu-la-Napoule, à 30 kilomètres de Fréjus, et sept personnes sont mortes piégées*», rappelle Robin Ehl, auteur du rapport pour Oxfam.

«*Ce que l'on voit dans les communes d'extrême droite, poursuit-il, c'est que certains leviers pour protéger les populations des risques climatiques ne sont pas utilisés et, parfois, des décisions agravent l'exposition aux risques. C'est complètement incompréhensible, et dangereux.*»

Autre exemple à Moissac (Tarn-et-Garonne), où 52% des logements sont construits en zone à risque et où des inondations ont eu lieu à six reprises depuis le début de la décennie. Pourtant, la municipalité frontiste de Romain Lopez a validé une révision du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) pour permettre de nouvelles const

À Perpignan, «un non-p

vert utilise des cookies afin de mieux vous connaître et d'améliorer votre expérience de lecture du journal. La politique de dépôt des cookies et du stockage des données personnelles de Vert est stricte. Les données sont hébergées par nos soins et ne sont jamais utilisées, transmises, partagées ou vendues à des tiers.

En cliquant sur «**Tout accepter**», vous consentez au dépôt de l'ensemble des cookies utilisés par Vert. Il vous est possible de sélectionner «à la carte» les cookies auxquels vous consentez le dépôt en cliquant sur le lien «**Configuration des cookies**».

Pour en savoir plus sur notre démarche concernant vos données, n'hésitez pas à visiter la page **Confidentialité et traitement des données**.

Configuration des cookies **Tout accepter** **Refuser tout**

Perpignan (Pyrénées-Orientales) est Rassemblemen un territoire ma d'eau potable. S Louis Aliot, sou 34 hectares ave programme : 20 commerces, et des bâtiments publics, dont un groupe scolaire. Mais, d'après Oxfam, l'étude d'impact n'étudie pas les conséquences du projet sur l'approvisionnement en eau potable de la région, alors que celle-ci est souvent frappée par des restrictions.

Pour l'une des concurrent·es de Louis Aliot à la mairie, Agnès Langeline, soutenue par le Parti socialiste, «*ce que va subir Perpignan en termes d'impact du réchauffement est absolument absent de la vision du monde*» du maire lépéniste. «*C'est un non-pensé, un non-pris en compte*», estime-t-elle encore.

À Hayange et Hénin-Beaumont, les associations prises pour cible

Le milieu associatif est une cible récurrente de l'extrême droite. À Hayange (Moselle), le Secours populaire, qui aide 400 familles précaires, a été menacé de quitter son local dès 2016 par l'édile RN Fabien Engelmann. En 2022, après six ans de procédure, la justice a invalidé la demande d'expulsion.

À Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), autre fief du RN, une association culturelle a dû quitter le théâtre de la ville en janvier 2025, après des mois de tension avec la municipalité. *Huit jours seulement après sa prise de fonction en 2014*, le maire Stéeve Briois a coupé la subvention et la mise à disposition gratuite d'un local municipal à la Ligue des droits de l'Homme (LDH).

L'association a aussi perdu ses subventions à Villers-Cotterêts (Aisne) après l'élection du frontiste Franck Briffaut en 2014.

Municipales 2026 : nos articles près de chez vous

À Béziers et au Pontet, les plus pauvres sont pointés du doigt

Avec ce ciblage des associations, ce sont aussi les populations les plus précaires qui sont visées. Dans leur gestion communale, les édiles appliquent une mesure phare du programme lépéniste : la préférence nationale. C'est l'idée selon laquelle certains droits devraient être réservés uniquement, ou prioritairement, aux Français·es. Cette doctrine, jugée anticonstitutionnelle, discrimine les étranger·es qui, pourtant, contribuent à la solidarité nationale.

Avant d'être le directeur de campagne pour les municipales, Julien Sanchez était maire de Beaucaire (Gard), de 2014 à 2024. Il a imposé du porc dans les cantines scolaires tous les lundis et a fait voter une charte «*Ma commune sans migrants*» : une initiative lancée par le maire RN d'Hénin-Beaumont. Les commerçant·es d'origine maghrébine ou latino-américaine de Beaucaire s'estiment aussi victimes de discriminations dans l'attribution des locaux, comme le révèlent StreetPress et le média local l'Arlésienne, attaqués en diffamation par Julien Sanchez.

De Fréjus à Moissac, la bétonisation va bon train

À Béziers et au Pontet, les plus pauvres sont pointés du doigt

Avec ce ciblage des associations, ce sont aussi les populations les plus précaires qui sont visées. Dans leur gestion communale, les édiles appliquent une mesure phare du programme lépéniste : la préférence nationale. C'est l'idée selon laquelle certains droits devraient être réservés uniquement, ou prioritairement, aux Français·es. Cette doctrine, jugée anticonstitutionnelle, discrimine les étranger·es qui, pourtant, contribuent à la solidarité nationale.

Avant d'être le directeur de campagne pour les municipales, Julien Sanchez était maire de Beaucaire (Gard), de 2014 à 2024. Il a imposé du porc dans les cantines scolaires tous les lundis et a fait voter une charte «*Ma commune sans migrants*» : une initiative lancée par le maire RN d'Hénin-Beaumont. Les commerçant·es d'origine maghrébine ou latino-américaine de Beaucaire s'estiment aussi victimes de discriminations dans l'attribution des locaux, comme le révèlent StreetPress et le média local l'Arlésienne, attaqués en diffamation par Julien Sanchez.

À Hayange et Hénin-Beaumont, les associations prises pour cible

Le milieu associatif est une cible récurrente de l'extrême droite. À Hayange (Moselle), le Secours populaire, qui aide 400 familles précaires, a été menacé de quitter son local dès 2016 par l'édile RN Fabien Engelmann. En 2022, après six ans de procédure, la justice a invalidé la demande d'expulsion.

À Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), autre fief du RN, une association culturelle a dû quitter le théâtre de la ville en janvier 2025, après des mois de tension avec la municipalité. *Huit jours seulement après sa prise de fonction en 2014*, le maire Stéeve Briois a coupé la subvention et la mise à disposition gratuite d'un local municipal à la Ligue des droits de l'Homme (LDH).

L'association a aussi perdu ses subventions à Villers-Cotterêts (Aisne) après l'élection du frontiste Franck Briffaut en 2014.

Municipales 2026 : nos articles près de chez vous

À Béziers et au Pontet, les plus pauvres sont pointés du doigt

Avec ce ciblage des associations, ce sont aussi les populations les plus précaires qui sont visées. Dans leur gestion communale, les édiles appliquent une mesure phare du programme lépéniste : la préférence nationale. C'est l'idée selon laquelle certains droits devraient être réservés uniquement, ou prioritairement, aux Français·es. Cette doctrine, jugée anticonstitutionnelle, discrimine les étranger·es qui, pourtant, contribuent à la solidarité nationale.

Avant d'être le directeur de campagne pour les municipales, Julien Sanchez était maire de Beaucaire (Gard), de 2014 à 2024. Il a imposé du porc dans les cantines scolaires tous les lundis et a fait voter une charte «*Ma commune sans migrants*» : une initiative lancée par le maire RN d'Hénin-Beaumont. Les commerçant·es d'origine maghrébine ou latino-américaine de Beaucaire s'estiment aussi victimes de discriminations dans l'attribution des locaux, comme le révèlent StreetPress et le média local l'Arlésienne, attaqués en diffamation par Julien Sanchez.

À Béziers et au Pontet, les plus pauvres sont pointés du doigt

Avec ce ciblage des associations, ce sont aussi les populations les plus précaires qui sont visées. Dans leur gestion communale, les édiles appliquent une mesure phare du programme lépéniste : la préférence nationale. C'est l'idée selon laquelle certains droits devraient être réservés uniquement, ou prioritairement, aux Français·es. Cette doctrine, jugée anticonstitutionnelle, discrimine les étranger·es qui, pourtant, contribuent à la solidarité nationale.

Avant d'être le directeur de campagne pour les municipales, Julien Sanchez était maire de Beaucaire (Gard), de 2014 à 2024. Il a imposé du porc dans les cantines scolaires tous les lundis et a fait voter une charte «*Ma commune sans migrants*» : une initiative lancée par le maire RN d'Hénin-Beaumont. Les commerçant·es d'origine maghrébine ou latino-américaine de Beaucaire s'estiment aussi victimes de discriminations dans l'attribution des locaux, comme le révèlent StreetPress et le média local l'Arlésienne, attaqués en diffamation par Julien Sanchez.

À Béziers et au Pontet, les plus pauvres sont pointés du doigt

Avec ce ciblage des associations, ce sont aussi les populations les plus précaires qui sont visées. Dans leur gestion communale, les édiles appliquent une mesure phare du programme lépéniste : la préférence nationale. C'est l'idée selon laquelle certains droits devraient être réservés uniquement, ou prioritairement, aux Français·es. Cette doctrine, jugée anticonstitutionnelle, discrimine les étranger·es qui, pourtant, contribuent à la solidarité nationale.

Avant d'être le directeur de campagne pour les municipales, Julien Sanchez était maire de Beaucaire (Gard), de 2014 à 2024. Il a imposé du porc dans les cantines scolaires tous les lundis et a fait voter une charte «*Ma commune sans migrants*» : une initiative lancée par le maire RN d'Hénin-Beaumont. Les commerçant·es d'origine maghrébine ou latino-américaine de Beaucaire s'estiment aussi victimes de discriminations dans l'attribution des locaux, comme le révèlent StreetPress et le média local l'Arlésienne, attaqués en diffamation par Julien Sanchez.

À Béziers et au Pontet, les plus pauvres sont pointés du doigt

Avec ce ciblage des associations, ce sont aussi les populations les plus précaires qui sont visées. Dans leur gestion communale, les édiles appliquent une mesure phare du programme lépéniste : la préférence nationale. C'est l'idée selon laquelle certains droits devraient être réservés uniquement, ou prioritairement, aux Français·es. Cette doctrine, jugée anticonstitutionnelle, discrimine les étranger·es qui, pourtant, contribuent à la solidarité nationale.

Avant d'être le directeur de campagne pour les municipales, Julien Sanchez était maire de Beaucaire (Gard), de 2014 à 2024. Il a imposé du porc dans les cantines scolaires tous les lundis et a fait voter une charte «*Ma commune sans migrants*» : une initiative lancée par le maire RN d'Hénin-Beaumont. Les commerçant·es d'origine maghrébine ou latino-américaine de Beaucaire s'estiment aussi victimes de discriminations dans l'attribution des locaux, comme le révèlent StreetPress et le média local l'Arlésienne, attaqués en diffamation par Julien Sanchez.

À Béziers et au Pontet, les plus pauvres sont pointés du doigt

Avec ce ciblage des associations, ce sont aussi les populations les plus précaires qui sont visées. Dans leur gestion communale, les édiles appliquent une mesure phare du programme lépéniste : la préférence nationale. C'est l'idée selon laquelle certains droits devraient être réservés uniquement, ou prioritairement, aux Français·es. Cette doctrine, jugée anticonstitutionnelle, discrimine les étranger·es qui, pourtant, contribuent à la solidarité nationale.

Avant d'être le directeur de campagne pour les municipales, Julien Sanchez était maire de Beaucaire (Gard), de 2014 à 2024. Il a imposé du porc dans les cantines scolaires tous les lundis et a fait voter une charte «*Ma commune sans migrants*» : une initiative lancée par le maire RN d'Hénin-Beaumont. Les commerçant·es d'origine maghrébine ou latino-américaine de Beaucaire s'estiment aussi victimes de discriminations dans l'attribution des locaux, comme le révèlent StreetPress et le média local l'Arlésienne, attaqués en diffamation par Julien Sanchez.

À Béziers et au Pontet, les plus pauvres sont pointés du doigt

Avec ce ciblage des associations, ce sont aussi les populations les plus précaires qui sont visées. Dans leur gestion communale, les édiles appliquent une mesure phare du programme lépéniste : la préférence nationale. C'est l'idée selon laquelle certains droits devraient être réservés uniquement, ou prioritairement, aux Français·es. Cette doctrine, jugée anticonstitutionnelle, discrimine les étranger·es qui, pourtant, contribuent à la solidarité nationale.

Avant d'être le directeur de campagne pour les municipales, Julien Sanchez était maire de Beaucaire (Gard), de 2014 à 2024. Il a imposé du porc dans les cantines scolaires tous les lundis et a fait voter une charte «*Ma commune sans migrants*» : une initiative lancée par le maire RN d'Hénin-Beaumont. Les commerçant·es d'origine maghrébine ou latino-américaine de Beaucaire s'estiment aussi victimes de discriminations dans l'attribution des locaux, comme le révèlent StreetPress et le média local l'Arlésienne, attaqués en diffamation par Julien Sanchez.

À Béziers et au Pontet, les plus pauvres sont pointés du doigt

Avec ce ciblage des associations, ce sont aussi les populations les plus précaires qui sont visées. Dans leur gestion communale, les édiles appliquent une mesure phare du programme lépéniste : la préférence nationale. C'est l'idée selon laquelle certains droits devraient être réservés uniquement, ou prioritairement, aux Français·es. Cette doctrine, jugée anticonstitutionnelle, discrimine les étranger·es qui, pourtant, contribuent à la solidarité nationale.

Avant d'être le directeur de campagne pour les municipales, Julien Sanchez était maire de Beaucaire (Gard), de 2014 à 2024. Il a imposé du porc dans les cantines scolaires tous les lundis et a fait voter une charte «*Ma commune sans migrants*» : une initiative lancée par le maire RN d'Hénin-Beaumont. Les commerçant·es d'origine maghrébine ou latino-américaine de Beaucaire s'estiment aussi victimes de discriminations dans l'attribution des locaux, comme le révèlent StreetPress et le média local l'Arlésienne, attaqués en diffamation par Julien Sanchez.

À Béziers et au Pontet, les plus pauvres sont pointés du doigt

Avec ce ciblage des associations, ce sont aussi les populations les plus précaires qui sont visées. Dans leur gestion communale, les édiles appliquent une mesure phare du programme lépéniste : la préférence nationale. C'est l'idée selon laquelle certains droits devraient être réservés uniquement, ou prioritairement, aux Français·es. Cette doctrine, jugée anticonstitutionnelle, discrimine les étranger·es qui, pourtant, contribuent à la solidarité nationale.

Avant d'être le directeur de campagne pour les municipales, Julien Sanchez était maire de Beaucaire (Gard), de 2014 à 2024. Il a imposé du porc dans les cantines scolaires tous les lundis et a fait voter une charte «*Ma commune sans migrants*» : une initiative lancée par le maire RN d'Hénin-Beaumont. Les commerçant·es d'origine maghrébine ou latino-américaine de Beaucaire s'estiment aussi victimes de discriminations dans l'attribution des locaux, comme le révèlent StreetPress et le média local l'Arl

Le savoir, c'est la santé

Aujourd'hui, ne pas avoir les informations essentielles sur les pollutions qui affectent notre eau, nos aliments, nos jardins, nos villes, nos plages, c'est prendre des risques pour sa santé et celles des siens.

PFAS, pesticides, microplastiques, hexane... *Vert* a publié des dizaines d'articles accessibles à toutes et tous pour alerter sur ces dangers, expliquer leur origine, et proposer des solutions pour s'en protéger.

Pour continuer ce travail essentiel en toute indépendance, nous avons besoin de votre soutien.

♥ Activez un don mensuel à *Vert* et rejoignez le Club de celles et ceux qui s'engagent pour une meilleure information et un environnement plus sain.

vert utilise des cookies afin de **mieux vous connaître** et d'**améliorer votre expérience** de lecture du journal. La politique de dépôt des cookies et du stockage des données personnelles de *Vert* est **stricte**. Les données sont **hébergées par nos soins** et ne sont **jamais** utilisées, transmises, partagées ou vendues à des tiers.

En cliquant sur "**Tout accepter**", vous consentez au dépôt de l'ensemble des cookies utilisés par *Vert*. Il vous est possible de sélectionner "à la carte" les cookies auxquels vous consentez le dépôt en cliquant sur le lien "**Configuration des cookies**".

Pour en savoir plus sur notre démarche concernant vos données, n'hésitez pas à visiter la page **Confidentialité et traitement des données**.

[Configuration des cookies](#) [Tout accepter](#) [Refuser tout](#)